



Discours de Mouloud AOUNIT  
Secrétaire Général du MRAP  
18 octobre 1993

**mouvement  
contre  
le racisme  
et pour l'amitié  
entre les peuples**

89, rue oberkampff  
75543 paris cedex 11  
(1) 48 06 88 00  
minitel : 3615 mrap  
télécopieur  
(1) 48 06 88 01

Le 17 octobre 1961, à l'endroit même où nous sommes rassemblés ici ce soir, des dizaines d'Algériens furent jetés dans les eaux glacées de la Seine, précipités du haut de ce pont. Derrière nous, dans la cour de cette Préfecture, sous les yeux du Préfet de Paris, M. Papon, on dénombra plus de 50 victimes.

Il y a 32 ans déjà, s'écrivait dans Paris l'une des pages les plus noires et sanglantes de notre histoire. Ce jour-là, une répression terrible s'abattait sur des milliers d'Algériens venus réclamer l'indépendance de l'Algérie, protester contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé, défendre leurs droits et la liberté démocratique de manifester en France.

Qui se souvenait, il y a 5 ans, de ce qui s'est réellement passé? C'est vrai, un léger coin du voile de l'oubli et du silence commence aujourd'hui à s'ouvrir. Par qui et comment? Certainement pas par des volontés politiques mais par la ténacité d'écrivains comme Jean-Luc Einaudi, Anne Tristan, Didier Daeninckx, par le travail de cinéastes comme Panigel qui réalisa le très beau film "8 octobre à Paris" interdit durant de nombreuses années, par le témoignage du photographe du MRAP de l'époque, Elie Kagan, par le mouvement associatif enfin et notamment le MRAP qui déjà, le 8 novembre 1961, organisa un grand meeting à la Salle Lancry pour protester contre cet acte barbare et le 11 novembre mobilisa plus de 2.000 personnes dans les rues de Paris pour exprimer leur indignation devant une rafle qui n'avait d'équivalent que celle du Vel' d'Hiv' et un assassinat collectif où périrent plus de 300 personnes. Chaque mort est un mort de trop.

Mais il est vrai que cette date du 17 octobre a été trop souvent occultée et assimilée aux victimes de Charonne.

La France, aujourd'hui, souffre d'une plaie ouverte qui s'appelle racisme. 60 % des Français se disent perméables aux idées racistes, 41% déclarent ouvertement leur hostilité à l'égard des Maghrébins et plus particulièrement des Algériens. Certes, l'exclusion économique, sociale, le développement des injustices, des inégalités tarade le racisme, tous les racismes. Il est vrai aussi que l'absence de perspectives, le déni des droits, déboussolent, désorientent, rendent les gens disponibles et accessibles à l'exclusion de l'Autre. C'est vrai enfin que la focalisation excessive sur l'immigration depuis de nombreuses années et surtout 4 lois votées par le Gouvernement, au-delà de la déstabilisation des hommes et des femmes qui résident régulièrement dans ce pays, jettent le discrédit, la suspicion et

légitiment les thèses les plus racistes, oxygènent les idées des boutefeux du racisme.

Aujourd'hui encore, les traces de cette guerre laissent leur empreinte sur les derniers textes de lois votés. Comment, sur ce sujet, ne pas voir dans un certain nombre de mesures récemment votées par l'Assemblée Nationale les traces d'une guerre d'Algérie qu'on voudrait étouffer, une page qu'on souhaite tourner? Pour preuve, l'un des articles portant sur la modification du Code de la Nationalité qui permettait automatiquement aux Algériens, à l'époque Français, de bénéficier de la nationalité française, a été supprimé. N'est-ce pas une manière de fermer et de faire oublier la responsabilité et la dette de la France à l'égard d'un peuple? Tout comme la légalisation des contrôles d'identité, véritable contrôle au faciès, ne nous rappelle-t-elle pas ces rafles et contrôles d'hier sur le même faciès?

L'exclusion, disai-je, nourrit le racisme, mais l'exclusion c'est aussi l'exclusion de la mémoire. Le racisme anti-maghrébin le plus répandu dans notre pays est aussi une conséquence des non-dits, de ces silences, de ces oublis dont est entachée l'histoire commune de la France et de l'Algérie?

L'éducation est un rempart précieux, efficace et indispensable dans le combat contre le racisme, mais une réelle éducation à l'antiracisme, aux Droits de l'Homme, à la démocratie ne peut se construire sur une mémoire mutilée, partielle, partielle. Les lycéens doivent être en mesure de se forger un savoir vrai à partir des connaissances les plus larges possibles. Une éducation honnête et ouverte aux Droits de l'Homme se fait aussi à ce prix. Nous savons tous le rôle joué par les livres, les films, la connaissance historique de la guerre de 39-45 dans la lutte contre l'antisémitisme. Or, de quels outils disposons-nous aujourd'hui pour lutter contre cet autre fléau: le racisme anti-maghrébin? Depuis quelques années, les programmes de Terminales A,B,C abordent les problèmes du monde après la 2ème guerre mondiale, la colonisation, l'émergence du Tiers Monde; mais il existe des vides tragiques, révélateurs. En effet, une récente étude non-exhaustive de 7 manuels d'histoire menée par des professeurs d'histoire membres du MRAP montre à quel point il est encore difficile d'aborder le chapitre de la guerre d'Algérie. Quelques exemples concrets: 3 livres sur 7 ne traitent pas de cette guerre comme d'une guerre coloniale, mais l'abordent seulement dans son rapport à l'évolution politique intérieure française. Un autre pare le mot guerre de guillemets. D'autres utilisent un vocabulaire non dénué d'ambiguïté parlant de "cancer algérien". Seul un manuel fait référence au 17 octobre. 4 à Charonne. Le bilan de cette guerre est le plus souvent faible en ce qui concerne le coût humain bien sûr, mais surtout rien ou presque rien n'est mentionné quant aux retombées économiques et sociales, aux séquelles sur les mentalités dont nous ne pouvons aujourd'hui nier l'importance et les conséquences quotidiennes. Les réformes annoncées des programmes ne semblent pas, à ce jour, avoir abouti en ce qui concerne l'enseignement de l'histoire.

Dès lors, nous réitérons notre demande officielle pour que l'enseignement de l'histoire donne sa place réelle, entière, à ce conflit colonial, prenne en compte les analyses diverses qui s'exprimaient alors. Mesurer les conséquences de cette guerre, c'est le sens du courrier que nous avons adressé le 14 octobre au Ministre de l'Education Nationale. Nous lançons aussi, par ailleurs, à partir d'aujourd'hui, une pétition nationale contre cet oubli. Nous exigeons aussi que le Préfet de Police, Monsieur Papon, déjà chargé d'ignobles crimes, notamment contre les enfants juifs durant la guerre 39-45,

soit aussi jugé sur les faits dont il a eu entre autres la responsabilité durant ce 17 octobre et après.

Nous revendiquons enfin que soit révisée la loi de 1979 sur l'ouverture des archives concernant cette période notamment celles de la Préfecture de Paris auprès de qui nous avons entrepris des démarches l'année dernière. C'est le sens de la demande que nous avons formulée auprès de Monsieur le Premier Ministre.

Voilà, chers amis, pourquoi, aujourd'hui, nous sommes encore présents et nous le serons jusqu'à la satisfaction de nos revendications. Cette commémoration, nous la voulons sans haine ni passion. Nous demandons tout simplement que la justice soit rendue à toutes les victimes de cette journée qui n'ont commis de crime que celui d'avoir voulu vivre dans le respect de leur dignité. Parce qu'aussi aujourd'hui les partisans d'hier de la valise ou du cercueil exploitent ces non-dits pour leur sale besogne politique, parce qu'enfin le racisme s'entretient de la méconnaissance de l'Autre, nous estimons l'urgence d'une réappropriation d'un passé commun pour continuer autrement le présent. Certes, il n'est pas facile aux hommes de reconnaître leurs erreurs. Parce que le peuple algérien et le peuple français ont et auront à bâtir un avenir commun, il est urgent que ces deux peuples se réapproprient leur histoire commune. L'histoire a montré que les grands Etats s'honorent en assumant leur histoire y compris dans leurs erreurs. Cette attitude grandit les peuples.

Enfin, pour le MRAP, la bataille autour de la mémoire est un enjeu capital pour le présent, un défi pour nous tous et surtout pour les nouvelles générations afin de ne plus vivre le passé comme un présent.

Qui se souvenait, il y a 3 ans, de ce qui s'est réellement passé. C'est vrai, un léger coin du voile de l'oubli et de l'illégalité se levait aujourd'hui à s'ouvrir. Par qui et comment? Certes, certainement par nos volontés politiques mais par la ténacité d'écrivains comme Jean-Marie Gélou, Elinaudi, Anne Tristan, Didier Douchet, par le travail de journalistes comme Panigel qui réalisa le très beau film "8 octobre" interdit durant de nombreuses années, par le témoignage du président du MRAP de l'époque, Elie Kagan, par le mouvement associatif et notamment le MRAP qui déjà, le 8 novembre 1961, organisa un grand meeting à la Salle Lancry pour protester contre cet acte de barbarie et le 11 novembre mobilisa plus de 2.000 personnes dans les rues de Paris pour exprimer leur indignation devant une affaire qui n'est pas d'équivalent que celle du "11 d'Nov" et un assassinat qui aurait fait périr plus de 300 personnes. Chaque mort est un meurtre.

Mais il est vrai que cette date du 17 octobre a été pendant de nombreuses années occultée et assimilée aux vicissitudes de l'histoire.

La France, aujourd'hui, souffre d'une crise grave de racisme. 60 % des Français se disent permissifs sur l'islamisme, 41% déclarent ouvertement leur hostilité à l'égard des immigrés, plus particulièrement des Algériens. Certes, il y a de nombreuses causes sociales, le développement des injustices, des inégalités, mais le racisme, tous les racismes. Il est vrai aussi que dans ces perspectives, le déni des droits, déboussolent, désorientent, et que les gens disponibles et accessibles à l'exclusion de l'Autre. C'est vrai enfin que la focalisation excessive sur l'immigration depuis de nombreuses années et surtout à lois votées par le parlement, au-delà de la déstabilisation des hommes et des femmes qui arrivent régulièrement dans ce pays, jettent le discrédit, la suspicion et